France Assos Santé
La voix des usagers

Communiqué de presse
13 avril 2022

Le numéro de garde ne répond plus ! Les usagers de la santé sont-ils devenus des sous-citoyens ?

Pour une réelle politique de lutte contre les zones de « non-soins »

Vous avez besoin de voir un médecin en urgence ? Oui, mais dès 18 heures, nombre d'entre eux sont déjà aux abonnés absents ! Avec l'effondrement continu du nombre de médecins qui acceptent de participer aux gardes médicales, les zones de non-soins s'installent en France, au vu et au su de tous.

Dans son rapport annuel sur la PDSA, le Conseil de l'Ordre des médecins nous annonce que la permanence des soins ambulatoires, c'est-à-dire l'accès à des soins médicaux en dehors des heures d'ouverture des cabinets de ville (soir, jour férié, week-end etc.), franchit un pas de plus vers son agonie.

Ce constat est partagé par les parlementaires eux-mêmes. La Haute Autorité de Santé (HAS) chargée de la qualité des soins semble également s'émouvoir.

Les associations tirent depuis longtemps la sonnette d'alarme sur la dégradation de l'accès aux soins, entre urgences saturées et territoires délaissés par les médecins. **Tout est écrit, rien ne bouge.**

Jusqu'où ira-t-on dans la dégradation de l'offre ?

Est-ce là tout ce qu'est capable d'offrir aux citoyens français ce qu'on croyait être le meilleur système de santé au monde ? Une telle situation est indigne d'un pays développé comme la France !

Non, nous n'avons pas les mêmes chances de pouvoir accéder à une consultation médicale selon que nous habitons tel ou tel bassin de vie. Est-ce donc aux usagers de la santé de déménager ou à l'Etat d'aménager équitablement son territoire pour un accès de tous au système de santé dans un délai raisonnable ?

Que dire des professionnels de santé qui refusent la permanence et qui déclarent vouloir exercer la médecine, soigner les personnes, oui mais attention, ni la nuit, ni le week-end ? Comment ne pas s'indigner devant la fermeture annoncée d'un certain nombre de services d'urgence au motif que les établissements ne trouvent plus les médecins urgentistes au tarif proposé ?

C'est toute une population en souffrance qui est victime déjà depuis quelques années du manque de courage de nos gouvernants successifs et de leur imprévoyance, voire d'une vision économique de la santé souvent réduite à des arbitrages comptables.

Qu'à cela ne tienne, la dégradation poursuit son chemin

Quelques syndicats de médecins exercent une pression qui l'emporte régulièrement sur l'intérêt général ; chacun sait que le pouvoir médical joue un rôle important parmi les élus des deux chambres et auprès de leur clientèle. Oui, on le sait : revenir à la permanence obligatoire des soins demandera du courage !

Devrons-nous, demain, publier la liste noire des communes dangereuses pour les personnes malades, celles où il n'est pas possible d'accéder à une consultation ?

Va-t-on laisser prospérer des zones de « non-soins » ?

France Assos Santé souhaite l'introduction d'un nouveau terme dans le débat public **: les zones de « non-soins »** (en référence à l'expression zone de « non-droit ») à savoir les zones où l'Etat n'assure plus sa mission de protection de la santé**.**

France Assos Santé demande la régulation des installations médicales comme mesure d'urgence, de même que le rétablissement de la permanence des soins obligatoire, le soutien professionnel et personnel à l'exercice coordonné, une rémunération digne de la pénibilité des activités de permanence des soins et d'urgences médicales.

A quelques jours d'un choix crucial pour la présidence de la France pendant les cinq prochaines années, il est grand temps d'avoir le courage d'agir pour mettre fin à la période de grande pénurie médicale qui ne cesse de s'aggraver. Il est grand temps, aussi, que tous ceux qui ont choisi d'embrasser une carrière au service des soins se mobilisent.

Et si l'on proposait, par exemple, à tous les médecins qui choisissent de poursuivre leur carrière dans les agences sanitaires de venir en aide aux territoires désertifiés et consacrer 25 % de leur temps à étoffer les équipes sur le terrain ?

Un juste équilibre avec un pied dans la réalité et un pied à cogiter de bons conseils pour améliorer le système de santé.

Ensemble, disons NON aux zones de NON-SOINS en France !

Contact presse : Sophie BANCET – 06 18 13 66 95 – communication@france-assos-sante.org